



# Assemblée générale

Distr. générale  
28 novembre 2012  
Français  
Original : anglais

**Soixante-septième session**  
Point 54 de l'ordre du jour

## **Étude d'ensemble de toute la question des opérations de maintien de la paix sous tous leurs aspects**

### **Rapport de la Commission des questions politiques spéciales et de la décolonisation (Quatrième Commission)**

*Rapporteur* : Zulfi **Ismaili** (ex-République yougoslave de Macédoine)

## **I. Introduction**

1. À sa 2<sup>e</sup> séance plénière, le 21 septembre 2012, l'Assemblée générale a décidé, sur la recommandation du Bureau, d'inscrire à l'ordre du jour de sa soixante-septième session la question intitulée « Étude d'ensemble de toute la question des opérations de maintien de la paix sous tous leurs aspects » et de la renvoyer à la Commission des questions politiques spéciales et de la décolonisation (Quatrième Commission).
2. La Commission a examiné la question à ses 14<sup>e</sup>, 15<sup>e</sup>, 18<sup>e</sup> et 19<sup>e</sup> séances, les 1<sup>er</sup>, 2 et 8 novembre 2012, et s'est prononcée à sa 23<sup>e</sup> séance, le 15 novembre (voir A/C.4/67/SR.14, 15, 18, 19 et 23).
3. À la 14<sup>e</sup> séance, le 1<sup>er</sup> novembre, le Secrétaire général adjoint aux opérations de maintien de la paix et la Secrétaire générale adjointe à l'appui aux missions ont fait des déclarations (voir A/C.4/67/SR.14).
4. À la même séance, la Commission a eu à huis clos un échange de vues avec le Secrétaire général adjoint aux opérations de maintien de la paix et la Secrétaire générale adjointe à l'appui aux missions, au cours duquel ces derniers ont entendu les observations des États Membres et répondu à leurs questions.

## **II. Examen du projet de résolution A/C.4/67/L.19/Rev.1**

5. À la 23<sup>e</sup> séance, le 15 novembre, le représentant du Mexique a présenté un projet de résolution intitulé « Étude d'ensemble des missions politiques spéciales »



(A/C.4/67/L.19/Rev.1). Par la suite, le Belize s'est porté coauteur du projet de résolution.

6. Lors de la présentation du projet de résolution, le représentant du Mexique a apporté les modifications suivantes :

a) Le cinquième alinéa du préambule, qui était ainsi libellé :

« *Rappelant* les rapports pertinents sur l'examen des modalités de financement et de soutien des missions politiques spéciales, qui traitent des dispositions administratives et financières régissant ces missions, »

a été remplacé par :

« *Rappelant* les rapports pertinents sur l'examen des modalités de financement et de soutien des missions politiques spéciales, qui traitent des dispositions administratives et financières régissant ces missions, tout en sachant que la Cinquième Commission est celle de ses grandes commissions qui est chargée des questions administratives et budgétaires, »;

b) Le paragraphe 2 du dispositif, qui était ainsi libellé :

« *Prie* le Secrétaire général de présenter un rapport sur toutes les grandes orientations afférentes aux missions politiques spéciales, y compris sur la nature de ces dernières, les tendances qui les caractérisent et leur évolution, ainsi que sur le rôle qu'elles jouent dans les activités menées par l'Organisation en faveur du maintien de la paix et de la sécurité internationales, et de formuler des recommandations visant à améliorer en général leur transparence et le respect du principe de responsabilité; »

a été remplacé par :

« *Prie* le Secrétaire général de présenter un rapport sur les questions de politique générale intéressant les missions politiques spéciales, y compris sur leur évolution et les tendances qui les caractérisent, ainsi que sur le rôle qu'elles jouent dans les activités menées par l'Organisation en faveur du maintien de la paix et de la sécurité internationales, et de formuler des recommandations visant à accroître globalement leur transparence et leur efficacité; »;

c) Le paragraphe 3 du dispositif, qui était ainsi libellé :

« *Prie également* le Secrétaire général de tenir régulièrement des consultations sur les questions relatives aux missions politiques spéciales afin de favoriser le resserrement de la coopération avec les États Membres; »

a été remplacé par :

« *Prie également* le Secrétaire général d'organiser régulièrement des échanges auxquels toutes les parties intéressées pourront participer sur les questions de politique générale relatives aux missions politiques spéciales afin de favoriser le resserrement de la coopération avec les États Membres; ».

7. À la même séance, la Secrétaire de la Commission a donné lecture d'un état des incidences du projet de résolution sur le budget-programme.

8. À la même séance, la Commission a adopté le projet de résolution A/C.4/67/L.19/Rev.1, tel que modifié oralement, sans le mettre aux voix (voir par. 9).

### III. Recommandation de la Commission des questions politiques spéciales et de la décolonisation (Quatrième Commission)

9. La Commission des questions politiques spéciales et de la décolonisation (Quatrième Commission) recommande à l'Assemblée générale d'adopter le projet de résolution suivant :

#### Étude d'ensemble des missions politiques spéciales

*L'Assemblée générale,*

*Guidée* par les buts et principes énoncés dans la Charte des Nations Unies,

*Réaffirmant son attachement* au respect de la souveraineté, de l'intégrité territoriale et de l'indépendance politique de tous les États,

*Réaffirmant* ses fonctions et pouvoirs et ceux du Conseil de sécurité en matière de maintien de la paix et de la sécurité internationales, tels que définis dans la Charte,

*Convaincue* de la nécessité pour l'Organisation des Nations Unies de continuer de renforcer ses capacités dans les domaines de la prévention des conflits et du maintien de la paix et de la sécurité internationales,

*Rappelant* les rapports pertinents sur l'examen des modalités de financement et de soutien des missions politiques spéciales<sup>1</sup>, qui traitent des dispositions administratives et financières régissant ces missions, tout en sachant que la Cinquième Commission est celle de ses grandes commissions qui est chargée des questions administratives et budgétaires,

1. *Constate* que les missions politiques spéciales sont de plus en plus nombreuses et complexes;

2. *Prie* le Secrétaire général de présenter un rapport sur les questions de politique générale intéressant les missions politiques spéciales, y compris sur leur évolution et les tendances qui les caractérisent, ainsi que sur le rôle qu'elles jouent dans les activités menées par l'Organisation en faveur du maintien de la paix et de la sécurité internationales, et de formuler des recommandations visant à accroître globalement leur transparence et leur efficacité;

3. *Prie également* le Secrétaire général d'organiser régulièrement des échanges auxquels toutes les parties intéressées pourront participer sur les questions de politique générale relatives aux missions politiques spéciales afin de favoriser le resserrement de la coopération avec les États Membres;

4. *Décide* d'inscrire à l'ordre du jour provisoire de sa soixante-huitième session une nouvelle question intitulée « Étude d'ensemble des missions politiques spéciales », de renvoyer cette question à la Commission des questions politiques spéciales et de la décolonisation (Quatrième Commission) et d'examiner, au titre de cette question, le rapport susmentionné du Secrétaire général.

<sup>1</sup> A/66/340 et A/66/7/Add.21.